

<https://ricochets.cc/France-12-septembre-2020-chronique-d-un-etat-pre-totalitaire.html>



# France 12 septembre 2020 : chronique d'un état pre-totalitaire

- Les Articles -

Date de mise en ligne : mercredi 16 septembre 2020

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

## CHRONIQUE D'UN ETAT PRE-TOTALITAIRE

Nous relayons ce communiqué des quatre street medics embarqués par la police à 8h (avant tout rassemblement !) sur les Champs samedi. 30h de GAV (où ils ont notamment subi des traitements dégradants) et une sanction administrative : interdiction de se rendre à Paris pendant 6 mois

Nous sommes une équipe de « Street Médic » nous sommes 4 et ce samedi 12 septembre 2020 Nous avons fini par faire 30h de garde à vue pour un motif totalement absurde, sans raison, un motif dérisoire mais un motif grave sans fondements, ni preuves réelles.

Nous sommes arrivés sur les Champs Élysée lieu de rassemblement de ce fameux 12 septembre, nous étions dans une rue adjacente, à l'angle rue Boétie plus exactement Il était 8h00 la manifestation n'avait absolument pas commencé nous avons donc décidé d'aller prendre un café. Nous avons fait 10 mètres à pied et nous sommes tombés nez à nez avec une vingtaine de FDO à notre vue un contrôle d'identité s'engage ainsi qu'une fouille complète. Il est exactement 8h lorsque la fouille et le contrôle commence.

Chacun de nous obéissons, nous vidons nos sacs, présentons nos papiers et déclinons notre identité. Dans nos sacs nous avons que du matériel médical et de quoi nous protéger des gaz et la tête et les yeux afin d'exercer notre rôle de « Street Médic » en toute sécurité afin de porter secours et assistances a des personnes en difficulté ou en danger. Le contrôle s'opère sous strict surveillance chacun de nous est encadré par 3 FDO pour 1 Médic. Le contrôle se passe bien, les FDO nous rendent nos affaires et matériel de protection nous précisant de ne pas revenir sur les champs en nous souhaitant d'ailleurs une bonne journée. Quelques secondes après Le commissaire. Arrive et là les choses ont très mal tourné.

Le commissaire arrive, se dirige vers ses subordonnés et dit je cite en nous regardant : « *Eux vous les interpellerez !* » Ses subordonnés eux-mêmes surpris lui disent que nous n'avons rien, le commissaire insiste et les FDO reviennent à notre rencontre afin de nous interpellier. Nous demandons le motif de l'interpellation. Aucune réponse.

Vers 8h45 un fourgon de la police nationale arrive et nous embarque nous ainsi que 1 autres « Street Médic » et un photographe. A 9h20 nous arrivons au commissariat du 14e arrondissement, d'entrée nous sommes fouillés, et nous sommes encadrés par une dizaine de FDO nous avons l'obligation de garder le silence, de ne pas ce parler assis sur une chaise mains sur les genoux et de regarder droit devant soi.

Chacun de nous est palpé 1 par 1 et plusieurs d'entre nous ont le droit à des réflexions déplacées je cite : "Ça pue ici, c'est vous monsieur, au lieu de venir manifester, prenez une douche " " Allez travailler le samedi, au lieu de manifester, sortez-vous les doigts du cul "



### France 12 septembre 2020 : chronique d'un état pre-totalitaire

Bien après 10h certain passe devant un OPJ, qui informe qu'on est en garde vue, pour certain sans motif et d'autre sans leur donner leur droit. Après ça nous sommes placés en cellule sans nous avoir enlevé montre, lacets etc...

Certains auront leur motif de garde vue que vers 14h qui est le suivant :

« PARTICIPATIONS À UN GROUPEMENT FORMÉ EN VUE DE LA PRÉPARATION DE VIOLENCE CONTRE DES PERSONNES OU DE DESTRUCTIONS OU DE DÉGRADATION DE BIEN »

Certains auront que le premier et d'autres seront signalés d'un autre motif ;

« PORT D'ARME DE CATEGORIE A »

Nous expliquons pourquoi nous avons ce matériel car ça permet de nous protéger des gaz, le casque des éventuels projectiles qui retombe. Les talkie walkies nous servent à communiquer entre nous. Nous leur expliquons quel est notre rôle en manifestation qui est de soigner tout le monde.

A partir de 13h30/14h commence les auditions. Avant ça chacun est passer devant quelques policiers pour fouiller nos sacs, nos poches et enlever nos lacets etc. Pendant les auditions nos appartenances religieuses, politiques voir l'orientation sexuel pour certains ont été demandés. Nous n'avons pas pris d'avocats et aucun de nous a reconnu les faits qui lui étaient reprochés.

Nous sommes redirigés en cellule, nous nous fouillons encore et encore, certains sont même menottés au banc devant la salle de fouille. Après ça notre empreintes et notre ADN sont prises de plus un de nous a retrouver son chapelet à la poubelle, et à exiger que les policiers le retrouvent car ceci affirmait ne pas l'avoir.

Nous sommes ensuite chacun mis en cellule en bas du poste avec 1 matelas dans des cellules avec de la merde au plafond. Du vomi sur les murs, des traces d'urine dans une odeur juste irrespirable. A 20h nous venons nous chercher et ont nous informe que nous sommes déférés immédiatement au Parquet.

**Pendant ces 20h de GAV, certain n'ont pas eu de repas ni d'eau, certain on leur a demander qu'une seul fois s'il veut manger ou boire.** En plus de ça un collègue qui était myope, on lui a refuser de lui donner ces lunettes dans la cellule il a eu un très gros mal de crane. C'est qu'une fois arriver au dépôt qu'il a pu voir un médecin

Arriver au dépôt certains d'entre nous ont enfin le droit à un Repas et un verre d'eau, la nuit est plutôt calme même si un de nous a clamé son innocence une partie de la nuit. Nous nous informons que nous voyons le procureur le lendemain matin à 10h. La nuit se passe, certains de nous clament leur innocence je cite : « Je suis là pour un café, c'est incroyable, pour un café et un masque je suis là faite moi sortir, je n'ai rien fait ». Ce à quoi un surveillant lui a répondu : « Pourquoi tu hurles, t'avais qu'à pas vouloir boire ton café espèce de connard ! »

Le lendemain nous sommes réveillées à 6h30 pour le petit déjeuner en cellule ;

▶ 1 jus de fruit et du riz méditerranéen

Les heures passent à 12h aucun repas. A 15h enfin nous sommes devant le procureur qui nous notifie un rappel à la loi avec interdiction de paraître sur Paris pendant 6 mois, fichage au FPR (qui peut entraîner une Fiche S) Pas forcément terroriste car les fiches S vont de S1 à S16 le terrorisme étant S14).

Pour certains le procureur leur met des coups de pressions en leur disant que pendant 6 ans ils doivent plus faire de délits sinon ils iront en prisons. Ce qui est totalement faux, ceci est une pression afin de nous faire peur, ceci est de l'abus. De plus le matériel saisi est différent pour chaque personne. Certaine ont eu une saisie que du masque et des lunettes d'autres le casque et d'autres les talkie ...

**Nous dénonçons donc par ce communiqué nos conditions de détention, ainsi que nos traitements en tant qu'humain. Nous dénonçons par ce communiqué un système judiciaire et pénal totalement absurde, et nous dénonçons par ailleurs le système français qui applique des méthodes dignes d'un régime totalitaire avec des interpellations de médics et nous dénonçons aussi la garde vue d'agents de presse et la répression de la presse ainsi que les restrictions de libertés fondamentales. Nos droits les plus fondamentaux n'ont pas**

était respectés.

*Signée par Jordan, Diego, Yohan et Christophe*

(post et visuel sur Cerveaux non disponibles)

*Post-scriptum :*

► *Voir aussi, concernant ce même 12 septembre :*

- [Triste journée pour la liberté de la presse à Paris le 12 septembre](#) - Des journalistes interpellés et placés en GAV, et la liberté de manifester suspendue

Et des dizaines de faits similaires ont été dénoncés depuis le soulèvement des gilets jaunes.